

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement d'Occitanie
ZI la Bouriette - 320 Chemin de Maquens
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MOULINS DU SUD (ex. TOULOUSAIN DES FARINES)

Z.I. de Truilhas
11590 Sallèles-D'aude

Références : 2025-429
Code AIOT : 0006600357

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement MOULINS DU SUD (ex. TOULOUSAIN DES FARINES) implanté Z.I. de Truilhas 11590 Sallèles-d'Aude . L'inspection a été annoncée le 16/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de cette inspection est de vérifier, par sondage, la conformité des installations avec certaines prescriptions imposables.

Thèmes de l'inspection :

- Nettoyage / Zones à risque d'explosion;
- Entretien/ Maintenance;
- Compétence / Formation.

Le 22 septembre 2025, l'exploitant a procédé au changement de sa raison sociale : TOULOUSAINES DES FARINES devient SAS MOULINS DU SUD.

Cette évolution n'a pas été suivie d'une modification organisationnelle sur le site de Sallèles d'Aude. La filière meunière portée par la SAS MOULINS DU SUD comprend donc trois unités de production : une dans l'Ariège à Saverdun, une dans le Gers à Sainte-Christie et une dans l'Aude à Sallèles d'Aude (ce site dispose de la capacité de production la plus importante des trois sites). La Coopérative ARTERRIS est un partenaire majoritaire de cette nouvelle structure.

L'exploitant peine à recruter et à fidéliser son personnel : cette situation se traduit par une grande difficulté à gérer et à organiser le suivi, l'entretien et la maintenance du matériel vieillissant.

Le Directeur Général historique du site est sur le départ (retraite annoncée pour 2026) : ce départ devrait se traduire par le recrutement d'au moins 2 Directeurs adjoints et induira un poids financier non négligeable sur la structure, actuellement dans une période plutôt correcte (au jour de la visite).

La SAS MOULINS DU SUD est également en recherche d'un site en vue de la construction d'un nouveau moulin, mais rencontre des difficultés pour trouver un terrain propice à cette nouvelle implantation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOULINS DU SUD (ex. TOULOUSAINES DES FARINES)
- Z.I. de Truilhas 11590 Sallèles-d'Aude
- Code AIOT : 0006600357
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité principale est une minoterie.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective,	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		05/10/2011, article 8.3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	
6	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 05/10/2001, article 8.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Zones à risques	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Zones à risques	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.2.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Découplage étage du moulin	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
11	Stockage palettes de bois	Arrêté Ministériel du 05/10/2011, article 8.4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification Responsable	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.3.3	Sans objet
2	Travaux	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.3.4	Sans objet
3	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.3.4.1	Sans objet
9	Bandes et sangles	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.4	Sans objet
12	Entrepôt : gestion des stocks	Arrêté Ministériel du 05/10/2011, article 8.4.1 et 8.4.2	Sans objet
13	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.2.3.1 ; 7.2.4	Sans objet
14	Recollement Inspection 2019	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article R.515-71	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu.

Toutefois, le poste de chargement des issues est fortement empoussiéré. Bien que l'exploitant ait retenu un classement en zone 21 de cette zone de chargement des issues, l'exploitant est invité à rechercher des aménagements réalisables afin de réduire le volume concerné par ces échappements de poussières, sources d'atmosphères à risque d'explosion et d'émissions dans le voisinage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification Responsable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation personnel
Prescription contrôlée : Les personnes nommément désignées pour assurer la surveillance de l'exploitation du site et des installations sont spécialement formées aux caractéristiques de la minoterie et aux questions de sécurité. Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment : <ul style="list-style-type: none">• toutes les informations utiles sur les produits manipulés,• les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,• des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier, selon une périodicité minimale de 6 mois, au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,• un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.
Constats : <i>Documents présentés par l'exploitant :</i> <ul style="list-style-type: none">- ER_TDF_RH_02 ORGANIGRAMME HIERARCHIQUE Moulins du Sud - Sallèles - version du 05/08/2025- MO_TDF_RH_07 Fiche de poste "Agent de maintenance" - version du 23/05/2024- ER_TDF_FORMATION_11 Fiche Accompagnement Agent de maintenance - révision du 13/03/2024 : Opérateur en formation JFL, début de formation le 29/07/2025 (formation ATEX prévue le 20/01/2026)- P_TDF_SECURITE_08 PERMIS DE FEU révisée le 10/10/2025 : Liste des habilitations permis de feu à jour

- ER_MDS_QUALITE_02 créée le 10/10/2025 : Registre formation plan de prévention et permis de feu
- Support de formation à l'utilisation du plan de prévention et du permis de feu 2025

Constat de l'inspection :

Les documents présentés de formation et d'habilitation sont cohérents avec l'organigramme hiérarchique et les personnes salariés.

L'organigramme hiérarchique ne fait pas apparaître les liens fonctionnels entre services.

Le responsable maintenance est identifié et est en cours de formation, pour l'essentiel par tutorat : une formation spécifique au risque ATEX est prévue le 20/01/2026.

Un alternant maintenance suit également un plan de formation par tutorat : il est habilité pour la délivrance de permis de feu.

Des échanges avec l'exploitant, il en ressort une réelle difficulté à recruter et à pérenniser les agents nouvellement recrutées sur les postes "Responsable maintenance" - "Responsable production" - "Chef meunier". Actuellement et après plusieurs départ d'agents formés, un nouveau responsable "maintenance" est en cours de formation. Cette situation est délicate d'autant plus que les équipements de la minoterie sont vieillissant et demandent une attention renforcée pour prévenir du mieux possible les pannes.

Progressivement et lorsque c'est possible (techniquement/économiquement), les installations devenues trop difficiles à entretenir sont remplacées. C'est le cas par exemple des filtres à manche.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour une meilleur clarté des prises de décisions, l'organigramme hiérarchique mérite d'être complété par les liens fonctionnels entre services en situation normale et en situation d'intérim (période de formation, période de congés ...).

La difficulté de recrutement sur des postes clé, tel que le responsable maintenance et le chef meunier, ne doit pas conduire à des situation de fonctionnement susceptibles de générer un incident ou accident. Dans ce cadre, l'inspection demande à l'exploitant de préciser et définir les modalités palliatives de maintien de la sécurité notamment en cas de carence en personnel. L'exploitant pourra utilement informer l'inspection de cette situation si elle venait à se produire.

L'inspection ne prévoit pas un suivi formalisé de ce point et se réserve la possibilité de diligenter des actions ponctuellement sur le sujet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure le maintien dans le temps des performances des mesures techniques et organisationnelles propres à réduire la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels identifiées dans l'étude de dangers.

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Constats :

Point complémentaire au constat n°1.

Documents présentés par l'exploitant :

- *P_TDF_SECURITE_08 PERMIS DE FEU révisée le 10/10/2025 : Liste des habilitations permis de feu à jour*
- *ER_MDS_QUALITE_02 créée le 10/10/2025 : Registre formation plan de prévention et permis de feu*
- *Support de formation à l'utilisation du plan de prévention et du permis de feu 2025*
- *Permis de feu : émis le 23/05/2025, émis le 19/05/2025, émis le 29/04/2025, émis le 28/04/2025*
- *Permis de travail : émis le 29/09/2025, émis le 02/09/2025, émis le 28/08/2025*
- *ER_TDF_QUALITE_60 RÉFÉRENCEMENT "Formulaire Dysfonctionnement Généraux"*

Constat de l'inspection :

La procédure permis de feu a été révisée le 10/10/25 et intègre les évolutions de personnel nouvellement habilité pour la délivrance de permis de feu.

Un suivi des actions préventives et de maintenance est en place.

L'exploitant dispose d'un outil informatique pour l'enregistrement des dysfonctionnements interne. Cependant, les événements d'incidents ou de presque accidents ne sont pas enregistrés et ne font pas l'objet d'une analyse critique spécifique.

Par exemple : l'incident du 29/05/2024 "départ de feu désinsectiseuse" n'est pas référencé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre de l'amélioration continue de son système de management/qualité, mais également pour avoir une vision objective des événements et des suites réservées, l'exploitant est invité à faire évoluer son outil informatique afin d'enregistrer et de hiérarchiser le recensement des incidents/presque accidents et de définir la nécessité de rechercher l'origine des causes de chacun des éléments concernés par une analyse des causes spécifique à chaque situation.

La prise en compte de ce rappel fera l'objet d'une vérification à l'occasion d'une prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.3.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Constats :

Point complémentaire au constat n°1.

Documents présentés par l'exploitant :

- *P_TDF_SECURITE_08 PERMIS DE FEU révisée le 10/10/2025 : Liste des habilitations permis de feu à jour*
- *ER_MDS_QUALITE_02 créée le 10/10/2025 : Registre formation plan de prévention et permis de feu*
- *Support de formation à l'utilisation du plan de prévention et du permis de feu 2025*
- *Permis de feu : émis le 23/05/2025, émis le 19/05/2025, émis le 29/04/2025, émis le 28/04/2025*
- *Permis de travail : émis le 29/09/2025, émis le 02/09/2025, émis le 28/08/2025*

Constat de l'inspection :

Sur l'aspect documentaire, les documents et la traçabilité des actions répondent aux objectifs de la prescription.

Cependant, les permis de feu présentés gagneraient en lisibilité en apportant des précisions, notamment dans la rubrique "Renforcer les mesures à prendre", sur les parties d'installation à maintenir à l'arrêt le temps nécessaire à la réalisation des travaux. Disposition d'autant plus importante pour des travaux réalisés en interne et ne disposant pas de plan d'intervention.

Permis de travail : L'inspection s'interroge sur la pertinence des coches des différentes thématiques (incendie, explosion ...) visées dans les permis de travail. Par exemple : Une intervention de contrôle par thermographie du BE SOCOTEC conduit à cocher les coches "explosion" et " incendie" et "électricité" alors qu'une intervention pour le nettoyage des cellules conduit seulement à ne cocher que la case "travaux en hauteur".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à renforcer la sensibilisation de son personnel lors de la rédaction des permis de feu, notamment en ce qui concerne les parties d'installation qui doivent être maintenues à l'arrêt le temps de la réalisation des travaux.

L'exploitant est invité à sensibiliser son personnel sur la cohérence de délivrance des permis de travail.

La traçabilité de ce rappel doit être enregistrée et fera l'objet d'une vérification à l'occasion d'une prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Corps étrangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des grilles sont mises en place sur l'ensemble des fosses de réception. La maille est calculée de manière à retenir au mieux les corps étrangers (pierres, métaux, etc.). S'il est procédé à d'autres opérations que celles purement liées à l'ensilage des produits, ces derniers sont préalablement débarrassés des corps étrangers risquant de provoquer des étincelles lors de chocs ou de frottements. Cette disposition est applicable à tous les silos procédant à un transport pneumatique interne des produits. En dehors des opérations que celles purement liées à l'ensilage des produits, les corps étrangers qui pourraient nuire au bon fonctionnement de la ligne de production ainsi qu'au circuit de transport pneumatique sont préalablement débarrassés des corps étrangers risquant de provoquer des étincelles lors de chocs ou de frottements en amont des machines concourant à la transformation des produits mis en œuvre. A minima, en amont des appareils de manutention et de nettoyage, des dispositifs de magnétisation des pièces métalliques sont en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositions en place (grilles au niveau des fosses de réception, aimant dans plusieurs endroits du circuit de manutention des produits) vont dans le sens de la prescription. Cependant, des actions sont nécessaires pour éviter l'accumulation de poussières dans les paroi de la fosse de réception. Des impacts dans le bardage sont identifiés : Voir constat ci-après.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit poursuivre l'action de réfection du bardage intérieur de la fosse de réception. Les justificatifs de réalisation sont à présenter à l'inspection sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de</p>

câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m².

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles.

Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes écrites.

Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.

L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.

Les locaux et les silos sont débarrassés de tout matériel ou produit qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'établissement, notamment les palettes, les sacs et autres matières inflammables, les huiles et autres lubrifiants, etc.

Constats :

Globalement, l'inspection note la propreté du site et de ses abords ainsi que le nettoyage en hauteur de la "tour de manutention" (partie céréales) par une société spécialisée à concurrence d'au moins un passage tous les deux ans : un prochain passage de la société est prévu en novembre 2025.

Cependant, l'inspection relève des zones du site qui justifient une attention particulière :

1 - La zone "fosse de réception" :

Présence d'impacts dans le carénage de la fosse : l'exploitant indique que la reprise du bardage à cet endroit est déjà pris en compte.

Accumulation de poussières sur les parois (partie supérieure) et au plafond. Or, cette zone est classée hors zone 21 par l'exploitant.

2 - La zone de chargement des issues :

Empoussièrement important de cette zone identifiée par l'exploitant en zone 21 et présence d'une couche de poussières importante sur les installations.

La traversée de cette zone (ainsi que pour le personnel de surveillance des actions de chargement ou agents extérieurs en visite du site) se fait sans port d'équipements adaptés (constat du jour de la visite). Aucun signallement particulier n'est associé aux accès à cette zone.

L'inspection relève que cet empoussièrement est permanent pendant les phases de chargement (les opérations sont nombreuses, il y a beaucoup de va-et-vient : la benne en cours de chargement n'est pas bâchée entre le poste de chargement et le poste de pesage, jusqu'à atteindre le poids maximal de circulation).

L'exploitant précise qu'un nettoyage est effectué toute les semaines.

3 - Étages du moulin :

Suspicion de fuites de farine et de son (présence sur les collecteurs) au 3ème étage du moulin.

Fuite de farine (produit fini) au niveau "balance" du 2ème étage.

L'inspection rappelle qu'au regard des règles de classement des zones ATEX retenues dans la norme NF EN 60079-10-2 de mai 2015 *[Si des couches de poussières, accumulées en dehors de la Zone originale 21, sont observées, il peut alors être nécessaire d'étendre la Zone 21 (qui peut éventuellement devenir une Zone 22) en prenant en compte l'extension de la couche et les perturbations éventuelles pouvant entraîner la formation d'un nuage de poussières ; si des couches de poussières s'accumulent, un autre classement peut être requis prenant en compte l'extension de la couche et toutes les perturbations de celle-ci provoquant un nuage ainsi que le niveau d'entretien (voir Annexe B). Les mouvements d'air éventuels au cours du déversement des sacs peuvent occasionnellement transporter le nuage de poussières au-delà de la Zone 21 dans des conditions de fonctionnement anormal, une Zone 22 peut alors être nécessaire, conformément à 6.2.4.]*, l'épaisseur de la poussière sur les parois et les installations est à considérer et à prendre en compte pour définir les zones ATEX.

Cette situation devrait conduire l'exploitant à classer ces zones en zones ATEX, a minima Zone 21 ou 22.

Or, certaines des zones de l'installation, comme la fosse de réception qui présente une accumulation de poussières sur les parois et au plafond, ne sont pas identifiées ATEX par l'exploitant dans son étude de dangers à ce jour.

L'inspection rappelle également que la présence de zones ATEX doit être réduite au strict nécessaire afin d'en maîtriser plus facilement les risques.

D'autres part, la pénétration dans ces zones doit être strictement encadrée par une procédure et être associée à du matériel adapté au risque d'exposition et d'explosion de poussières de céréales. L'exploitant précise que son personnel dispose de masques adaptés pour pénétrer dans la zone ATEX des issues. Pendant le temps de la visite, le personnel présent dans la zone n'était pas muni d'équipement particulier de protection. Aucune disposition de sécurité n'a fait l'objet d'un rappel pendant la visite de la zone des issues.

De ce constat, il s'ensuit que :

- les conditions d'organisation actuellement retenues par l'exploitant ne permettent pas de garantir, la prise en compte de la classification "zones ATEX" dans toutes les parties du site visitées ci-dessus. En effet, le zonage ATEX actuellement retenu par l'exploitant n'est pas cohérent avec la situation dégradée observée au jour de la visite d'inspection.
- l'intervention à l'intérieur des zones ATEX doit être encadré par un signallement précis, par des procédures de sécurité et avec un matériel de protection (vêtements, masques ...) adapté au risque d'exposition et d'explosion de poussières de céréales.

==> Les dispositions observées au niveau de la fosse de réception et du poste de chargement des issues sont insuffisantes.

A ce stade du constat, l'inspection sollicite une action rapide de l'exploitant sous 1 mois (Cf. partie "demande"). En fonction du retour de l'exploitant, et du délai de mise en œuvre du plan d'action qui sera proposé, l'inspection se réserve le droit de formaliser les actions retenues par l'exploitant via un arrêté préfectoral de mise en demeure.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder au nettoyage de l'ensemble des zones empoussiérées (les 2/3 supérieurs des parois et plafond de la zone fosse de réception ainsi que de la zone poste chargement des issues de font en combles), sous 1 mois au plus tard.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'apporter, sous 1 mois, des éléments permettant d'argumenter la mise en cohérence de ses documents ATEX avec la situation réelle du site et relevée lors de la visite d'inspection. Dans ce contexte, les dispositions à mettre en place peuvent notamment se traduire par une modification des installations du poste de chargement des issues et/ou une surveillance et des fréquences rapprochées de nettoyage dans les parties hautes des installations ainsi qu'un plan de formation incluant le personnel extérieur.</p> <p>Cette action doit également être accompagné, sous 1 mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une procédure spécifique de protection de toute personne ayant à traverser ou à pénétrer à l'intérieur de cette zone, quelque soit l'activité du poste de chargement (présence permanence de poussières entre les phases de nettoyage); - une procédure de chargement au niveau du poste des issues permettant d'encadrer les dispositions à mettre en œuvre afin d'éviter l'envol de poussières; - un signalement sur chaque entrée de zone ATEX de l'obligation de s'équiper des équipements de protection ad-oc. <p>L'exploitant doit procéder à la réfection du bardage de la fosse de réception et adresser les justificatifs de réalisation sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Nettoyage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2001, article 8.3.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Chargement – Déchargement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage et de nuisance pour les milieux sensibles) ; - soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration dans les conditions prévues au point 8.3.4. Ces aires sont nettoyées comme prévu à l'article 8.3.7.
<p>Constats :</p> <p>Suite constat n°5.</p> <p>L'inspection note que le fonctionnement du poste de chargement s'organise de la façon suivante :</p>

Pour ajuster le chargement du semi-remorque, des va-et-vient sont réalisés entre poste de chargement et pont bascule de pesée, distant d'une centaine de mètres, l'un de l'autre. Le passage d'un poste à l'autre se fait sans disposition particulière pour éviter l'envol de poussières.

Le registre présenté à l'inspection relatif au suivi nettoyage du silos n'était pas à jour. Cependant, l'inspection note le bon état de propreté du silo.

==> Il en ressort que les dispositions organisationnelles du poste de chargement des issues sont insuffisantes pour limiter de façon optimale la dispersion de poussières dans le voisinage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit prendre des dispositions organisationnelles permettant d'empêcher les envois de poussières pendant les phases de va-et-vient entre poste de chargement des issues et pont bascule de pesée.

Les mesures retenues par l'exploitant feront l'objet d'une information de l'inspection sous 1 mois.

L'exploitant doit s'assurer que les documents mis à la disposition du personnel sont correctement utilisés et documentés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones Présence des équipements

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.

Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives :

- Soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement ;
- Soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée (phase de démarrage, phase de mise à l'arrêt des équipements et des installations...) ;
- Soit de façon accidentelle à la suite d'une défaillance, d'un dysfonctionnement, d'un incident et/ou accident susceptible de survenir sur un équipement et/ou une installation.

Les installations électriques présentes dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie et/ou d'explosion sont adaptées à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère incendie et/ou explosive de l'établissement.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Constats :

Constat identique au constat n°5 :

L'inspection rappelle qu'au regard des règles de classement des zones ATEX retenues dans la norme NF EN 60079-10-2 de mai 2015 [Si des couches de poussières, accumulées en dehors de la Zone originale 21, sont observées, il peut alors être nécessaire d'étendre la Zone 21 (qui peut éventuellement devenir une Zone 22) en prenant en compte l'extension de la couche et les perturbations éventuelles pouvant entraîner la formation d'un nuage de poussières ; si des couches de poussières s'accumulent, un autre classement peut être requis prenant en compte l'extension de la couche et toutes les perturbations de celle-ci provoquant un nuage ainsi que le niveau d'entretien (voir Annexe B). Les mouvements d'air éventuels au cours du déversement des sacs peuvent occasionnellement transporter le nuage de poussières au-delà de la Zone 21 dans des conditions de fonctionnement anormal, une Zone 22 peut alors être nécessaire, conformément à 6.2.4.], l'épaisseur de la poussière sur les parois et les installations est à considérer et à prendre en compte pour définir les zones ATEX.

Cette situation devrait conduire l'exploitant à classer ces zones en zones ATEX, a minima Zone 21 ou 22.

Or, certaines des zones de l'installation, comme la fosse de réception qui présente une accumulation de poussières sur les parois et au plafond, ne sont pas identifiées ATEX par l'exploitant dans son étude de dangers à ce jour.

L'inspection rappelle également que la présence de zones ATEX doit être réduite au strict nécessaire afin d'en maîtriser plus facilement les risques.

D'autres part, la pénétration dans ces zones doit être strictement encadrée par une procédure et être associée à du matériel adapté au risque d'exposition et d'explosion de poussières de céréales. L'exploitant précise que son personnel dispose de masques adaptés pour pénétrer dans la zone ATEX des issues. Pendant le temps de la visite, le personnel présent dans la zone n'était pas muni d'équipement particulier de protection. Aucune disposition de sécurité n'a fait l'objet d'un rappel pendant la visite de la zone des issues.

De ce constat, il s'ensuit que :

- les conditions d'organisation actuellement retenues par l'exploitant ne permettent pas de garantir, la prise en compte de la classification "zones ATEX" dans toutes les parties du site visitées ci-dessus. En effet, le zonage ATEX actuellement retenu par l'exploitant n'est pas cohérent avec la situation dégradée observée au jour de la visite d'inspection.

- l'intervention à l'intérieur des zones ATEX doit être encadré par un signallement précis, par des procédures de sécurité et avec un matériel de protection (vêtements, masques ...) adapté au

risque d'exposition et d'explosion de poussières de céréales.

==> Les dispositions observées au niveau de la fosse de réception et du poste de chargement des issues sont insuffisantes.

A ce stade du constat, l'inspection sollicite une action rapide de l'exploitant sous 1 mois (Cf. partie "demande"). En fonction du retour de l'exploitant, et du délai de mise en œuvre du plan d'action qui sera proposé, l'inspection se réserve le droit de formaliser les actions retenues par l'exploitant via un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Par ailleurs, l'inspection relève que le matériel électrique n'est pas totalement hermétique et/ou est dégradé (couvercle mal fixé, presse étoupe ou câble dégradé, installations électrique abandonnées encore présente et câbles pendants, palan ...) : Moulin - 2ème étage, silo - galerie sur cellules ...

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'apporter, sous 1 mois, des éléments permettant d'argumenter la mise en cohérence de ses documents ATEX avec la situation réelle du site relevée lors de la visite d'inspection. Dans ce contexte, les dispositions à mettre en place peuvent notamment se traduire par une modification des installations du poste de chargement des issues et/ou une surveillance et des fréquences rapprochées de nettoyage dans les parties hautes des installations ainsi qu'un plan de formation incluant le personnel extérieur.

Cette action doit également être accompagnée, sous 1 mois :

- de la mise en place d'une procédure spécifique concernant la protection de toute personne ayant à traverser ou à pénétrer à l'intérieur de cette zone, quelque soit l'activité du poste de chargement (présence permanence de poussières entre les phases de nettoyage).
- de mettre à niveau les installations électrique maintenues sur le site et en adéquation avec le classement de zone retenu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.2.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des zones

Prescription contrôlée :

Les installations électriques présentes dans les zones susceptibles de présenter des risques

d'incendie et/ou d'explosion sont adaptées à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère incendie et/ou explosive de l'établissement.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques ... susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques, ainsi que les charpentes métalliques des bâtiments de stockages, sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles conformément au référentiels en vigueur.

La continuité des liaisons devra présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohm.

...

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre conformément au référentiels en vigueur.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, au minimum :

- appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II ... ;
- ou disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum, et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des deux tiers de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75° C.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel.

Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un programme de maintenance est mis en place, permettant de prévenir les sources d'inflammation d'origine mécanique.

Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Les lignes d'équipements de manutention (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, séparateurs, broyeurs) et de chargement vrac (farine, issues...) sont au minimum rendues aussi étanches que possible et sont équipées d'une aspiration ou sont mises en dépression, afin de limiter les émissions de poussières inflammables.

...

- la mise en place de surfaces éventables ou un dimensionnement des équipements qui résiste à l'explosion ou la mise en place de dispositifs de suppression de l'explosion ;
- la mise en place d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une

canalisation ou par une alimentation ou la pose d'un dispositif d'isolation de l'explosion,

- la mise en place de découplage (parois ou portes résistantes à fermetures automatiques...) à chaque étage du moulin et entre le moulin et la tour de manutention des céréales.

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme et antistatique.

En amont des appareils/équipements de manutention et de nettoyage, des dispositifs magnétiques permettent de magnétiser les éléments métalliques non filtrés au niveau des grilles de fosses de réception de la matière.

Le site ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sur ou sous ses toits

Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

Constats :

Par endroits, le matériel électrique n'est pas totalement hermétique et/ou est dégradé (couvercle mal fixé, presse étoupe ou câble dégradé, installations électriques abandonnées encore en place et câbles pendants, palan, câble de connexion du moteur du carrousel de conditionnement des sacs de farine ...) : Moulin - 2ème étage, silo - galerie sur cellules ...

La liaison entre le moulin - 1er étage - et la partie chargement des issues se fait via un sac à deux portes, dont l'une est coulissante.

La porte coulissante ne fonctionne pas correctement et ne permet pas de garantir l'isolement entre la partie moulin et la partie ATEX Z21 de la zone de chargement des issues : Suite à l'observation de l'inspection, celle-ci a été correctement fermée.

De ce constat, il s'ensuit que :

- un renforcement de la vigilance sur l'état des installations électriques doit avoir lieu;
- les deux portes du sas doivent être adaptées afin de garantir le non empoussièrément et la non propagation d'une éventuelle explosion provenant de la zone de chargement des issues.

A ce stade du constat, l'inspection sollicite une action rapide de l'exploitant sous 1 mois (Cf. partie "demande"). En fonction du retour de l'exploitant, et du délai de mise en œuvre du plan d'action qui sera proposé, l'inspection se réserve le droit de formaliser les actions retenues par l'exploitant via un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre à niveau les installations électrique maintenues sur le site et procéder à l'évacuation du matériel électrique qui n'est plus utilisé via les filières adaptées; - de mettre en place la séparation du sas de liaison "moulin - chargement vrac" par des portes fonctionnelles permettant d'éviter l'empoussièrement du moulin et de stopper le souffle d'une éventuelle explosion dont l'origine serait la zone de chargement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Bandes et sangles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Anti-Statique et Résistant à la flamme
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bandes de transporteurs respectent, lors de leur remplacement, la norme NF EN ISO 340, version avril 2005 ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008 et NF EN 12881-2, version juin 2008 (bandes difficilement propagatrices de la flamme).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, une sangle d'élévateur était en cours de remplacement. A la demande de l'inspection, l'exploitant à présenté l'attestation de conformité correspondante.</p> <p>==> La prescription est respectée sur l'élément contrôlé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Découplage étage du moulin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Porte de découplage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'une étude technico-économique proposant des moyens techniques pour réduire les effets des explosions et éviter leur propagation par : • la mise en place de surfaces éventables ou un dimensionnement des équipements qui résiste à l'explosion ou la mise en place de dispositifs de suppression de l'explosion ; • - la mise en place d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou la pose d'un dispositif d'isolation de l'explosion, • la mise en place de découplage (parois ou portes résistantes à fermetures automatiques...) à chaque étage du moulin et entre le moulin et la tour de manutention des céréales.</p>

Constats :

Voir constat n°8.

La liaison entre le moulin - 1er étage et la partie chargement des issues se fait via un sac à deux portes, dont l'une est coulissante.

La porte coulissante ne fonctionne pas correctement et ne permet pas de garantir l'isolement entre la partie moulin et la partie ATEX Z21 de la zone de chargement des issues.

De ce constat, il s'ensuit que :

- les deux portes du sas doivent être adaptées afin de garantir le non empoussièrément et la non propagation d'une éventuelle explosion provenant de la zone de chargement des issues.

A ce stade du constat, l'inspection sollicite une action rapide de l'exploitant sous 1 mois (Cf. partie "demande"). En fonction du retour de l'exploitant, et du délai de mise en œuvre du plan d'action qui sera proposé, l'inspection se réserve le droit de formaliser les actions retenues par l'exploitant via un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois :

- de présenter les modalités de mise à niveau du sas de liaison "moulin - chargement vrac" par des portes fonctionnelles permettant d'éviter l'empoussièrément du moulin et de stopper le souffle d'une éventuelle explosion dont l'origine serait la zone de chargement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 11 : Stockage palettes de bois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/10/2011, article 8.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation stockage de palettes de bois

Prescription contrôlée :

... Le Stockage de palettes vide est en extérieur (environ 3000 palettes) : 7,5 m de largeur x 16,5 m de longueur x 6 m de hauteur. L'exploitant s'assure en permanence de la compatibilité des produits stockés avec les affectations prévues. ...

Constats :

Au cours de la visite du site, l'inspection a constatée un stockage de palettes de bois réformées contre la clôture côté canal, vers les arbres.

Cette situation ne permet pas à l'exploitant de pouvoir maîtriser la propagation d'un incendie que se déclencherait dans le stock de palettes en bois réformées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous 15 jours, déplacer le stockage de palettes de bois dans une zone éloignées de toutes matières combustibles (notamment végétation). Les zones identifiées dans l'étude de dangers sont à privilégier avec, au besoin, une action de préalable de nettoyage /débroussaillage (qu'il faudra perpétuer dans le temps). Les éléments justificatifs seront à produire auprès de l'inspection à l'issue de ce délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Entrepôt : gestion des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/10/2011, article 8.4.1 et 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Distances des stocks
Prescription contrôlée : Article 8.4.1 : ... Le Stockage de palettes vide est en extérieur (environ 3000 palettes) : 7,5 m de largeur x 16,5 m de longueur x 6 m de hauteur.... Article 8.4.2 : ... Une distance de 0,5 m est au minimum respectée entre le sommet des stockages et les parois ou structures métalliques. Un espace minimum de 1 mètre est en permanence maintenu entre le haut des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage. La largeur des allées de circulation est au minimum de 2 mètres. Les stockages conditionnés sont organisés par îlots de surface maximale au sols de 500 m2 et d'une hauteur maximale de 8 mètres. Les îlots sont distants entre eux d'au moins 2 mètres....
Constats : Le jour de la visite, les dispositions d'aménagement des stockages étaient respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.2.3.1 ; 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Électrique et foudre
Prescription contrôlée : [...] Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Ce tableau de bord mentionne entre autre, les vérifications réalisées, la maintenance effectuée ainsi que les agressions de la foudre, les coups de foudre sont enregistrés. [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent, ou dans un délai maximum de un mois en cas de coup de foudre enregistré. L'état des dispositifs de protection

<p>contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur. Toute remise en état du dispositif de protection contre la foudre doit être effective dans un délai maximum de un mois suivant le constat de la dégradation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents présentés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bureau de contrôle "pro impact qualifoudre" : rapport de vérification complète du 05/09/2023 - dossier de mise en conformité foudre et contrôle Bureau de contrôle "pro impact qualifoudre" : rapport de vérification complète du 03/12/2024 <p>L'inspection n'a pas d'observation particulière à formuler sur les documents présentés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Recollement Inspection 2019

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article R.515-71</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Conclusion MTD</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rapport MTD : Rapport bruits Rapport émissions de poussières Actions de sobriété énergétique Programme de surveillance Organisation Audits internes Indicateurs de performances réglementaires ...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection note plusieurs actions engagées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - modernisation progressive des installations électriques - modernisation progressive des installations : filtres à manches ... - action sur la réduction des bruits en toitures : matériaux insonorisants ... - évolution des modalités de suivi - recrutement de nouveaux agents <p>L'inspection note l'absence de plaintes sur les thématiques bruits et poussières et sensibilise l'exploitant sur la poursuite de la réduction des émissions sonores et de poussières.</p> <p>Il n'est pas retenu d'action particulière de la part de l'inspection sur ce point.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
